

## ROYAUME DE BELGIQUE

-----

## KONINKRIJK BELGIE

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

-----

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 9 décembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "adaptant les articles 1 et 4 de l'annexe 2 à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques autonomes (lire : économiques) à la directive 97/33/CE", a donné le 15 décembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 december 1999 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van artikelen 1 en 4 van bijlage 2 bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan richtlijn 97/33/EG", heeft op 15 december 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en des termes quasi identiques.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans le préambule du projet d'arrêté est la suivante :

"Vu l'urgence résultant de l'avis motivé adressé par la Commission européenne à la Belgique le 9 mars 1999 au sujet de la transposition de l'article 5 de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) en liaison avec ses annexes I et III;

Vu l'urgence résultant de la requête C-384/99 de la Commission européenne du 7 octobre 1999, saisissant la Cour de Justice des Communautés européennes au titre de l'article 226 du Traité CE pour transposition incorrecte en droit interne de l'article 5 de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997;".

\*

\*

\*

En vertu dudit article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

.../...

### OBSERVATIONS GENERALES

1. Ainsi que l'indique le Rapport au Roi, le projet tend à adapter la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin de transposer correctement la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert.

La Commission a en effet introduit, auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes, un recours en manquement contre le Royaume de Belgique pour défaut de transposition de l'article 5 de cette directive.

En substance, la Commission reproche à la Belgique l'inclusion dans le service universel de tarifs préférentiels en faveur de la presse, un manque de transparence dans le mode de calcul des contributions au fonds pour le service universel et une transposition incomplète de la méthode de calcul du coût net du service universel imposée par la directive.

En ce qui concerne le premier grief, la section de législation a été précédemment saisie d'un projet tendant à exclure des services prestés au titre du service universel

.../...

les tarifs réduits en faveur de certains organes de presse (1).

En ce qui concerne le grief du manque de transparence, il porte d'une part sur la méthode de calcul du coût net du service universel et d'autre part sur le mode de calcul des contributions respectives.

Le projet modifie les articles 1er et 4 de l'annexe 2 à la loi du 21 mars 1991. Ses adaptations constituent une réponse au troisième grief et une réponse partielle au deuxième grief dans la mesure où ils portent sur le calcul du coût net du service universel.

Par contre le projet ne modifie pas la loi en ce qui concerne le calcul des contributions respectives des opérateurs au fonds pour le service universel.

Selon la Commission,

"... ni l'article 86, paragraphe 2 de la loi [du 21 mars 1991], ni l'[annexe II] ne précisent de façon suffisamment détaillée le mode de calcul de la base de contribution des opérateurs visés. En particulier, la notion de chiffre d'affaires relatif à l'exploitation d'un réseau public n'est pas explicitée, et le marché exact sur lequel cette activité est mesurée n'est pas clairement identifié ...".

---

(1) Projet d'arrêté royal adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de l'Union européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel, qui a fait l'objet de l'avis L. 29.608/4, donné le 25 octobre 1999.

Dans sa réponse à l'avis motivé ayant précédé la requête, le Gouvernement avait exprimé son intention d'apporter des précisions supplémentaires dans un arrêté.

La section de législation rappelle que dans la mesure où le chiffre d'affaires des opérateurs dans le marché concerné constitue la base de la contribution au fonds, sa délimitation exacte doit être précisée dans la loi elle-même en vertu du principe de la légalité de l'impôt (1).

2. En ce qui concerne le calcul du coût net du service universel, la Commission reproche en substance à la Belgique de ne pas avoir intégré "les bénéfices immatériels" et de ne pas avoir précisé que les coûts et les recettes pris en compte devaient être, selon l'annexe III de la directive 97/33/CE, prévisionnels, et non historiques.

Selon le fonctionnaire délégué, les définitions que donne le projet des notions de "bénéfice indirect" et de "coûts" permettent une transposition correcte de la directive.

Concernant les "coûts", mieux vaut préciser davantage ce qu'il y a lieu d'entendre par "la méthode de la comptabilité en coûts actuels".

---

(1) Cour d'arbitrage, arrêt n° 21/97.

En outre force est de constater que si cette méthode permet effectivement de prendre en compte les coûts prévisionnels, le projet ne paraît pas préciser, en tout cas de manière suffisamment explicite, que les recettes à prendre en considération pour l'évaluation du coût net du service universel sont également des recettes prévisionnelles.

### OBSERVATIONS PARTICULIERES

#### Intitulé

Il convient de citer la directive 97/33/CE avec sa date et son intitulé, soit "directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil, du 30 juin 1997, relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP)".

#### Préambule

#### Alinéa 1er

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence aux directives transposées par un arrêté dans les visas, cette manière de faire n'est plus d'usage. Actuellement il y a lieu de préciser que le texte en projet transpose telle directive sous la forme d'un considérant, ou mieux, sous la forme d'un article du

.../...

dispositif (1). Les alinéas 1er à 4 seront dès lors omis et le texte en projet sera corrigé en fonction de cette observation et selon le choix effectué par les auteurs du texte en projet.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de citer avec son intitulé la directive 98/61/CE du 24 septembre 1998, qui modifie la directive 97/33/CE du 30 juin 1997. L'on omettra donc les mots "pour ce qui concerne la portabilité du numéro et la présélection de l'opérateur".

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er)

Comme l'a déjà observé la section de législation du Conseil d'Etat à l'occasion d'avis antérieurs, il convient de viser les articles de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques qui sont modifiés par le projet (2). Outre l'article 122, l'on ajoutera donc les articles 1er et 4 de l'annexe 2. L'on mentionnera également l'origine de ces dispositions.

---

(1) Voir à cet égard le point 8.4. de la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

(2) Voir notamment l'avis n° L. 29.608/4 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 1999, sur un projet d'arrêté royal "adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives européennes et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel".

En ce qui concerne l'article 122 de la loi du 21 mars 1991 précitée qui est visé dans cet alinéa, comme la modification apportée à cet article par la loi du 6 août 1993 n'est plus en vigueur, il n'y a pas lieu de la mentionner (1).

### Dispositif

#### Article 1er

Le liminaire est incorrect. L'article 1er de l'annexe 2 à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques a été inséré, de même d'ailleurs que toute l'annexe 2, par la loi du 19 décembre 1997. Cet article n'a pas subi d'autres modifications.

On rédigera le liminaire comme suit :

"Article 1er. A l'article 1er de l'annexe 2 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par la loi du 19 décembre 1997, un 12° et un 13°, rédigés comme suit, sont ajoutés :".

---

(1) Ce qu'avait déjà observé la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis n° L. 29.573/4, donné le 4 octobre 1999, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

### Article 3

La dernière phrase de l'alinéa 3 du paragraphe 2 est peu claire et traduit en tout cas mal l'intention de l'auteur du projet telle qu'elle ressort du Rapport au Roi.

Selon ce dernier, en effet, il semble que l'intention soit de ne pas tenir compte des appels sortants adressés à un abonné situé dans une zone non rentable et des appels qui seraient de toute façon effectués même si l'appelant ne disposait pas d'un raccordement à domicile. Or le texte du projet énonce littéralement la règle inverse.

La même observation vaut pour le paragraphe 3, alinéa 3, en projet.

L'alinéa 4 du même paragraphe 2 est tout aussi obscur. Faut-il comprendre que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications déterminerait a priori les zones à l'intérieur desquelles la rentabilité devrait être globalement appréciée ?

Si telle est l'intention, la disposition paraît contraire à l'annexe III de la directive 97/33. En effet, selon celle-ci, entrent en compte pour le calcul du coût net du service universel,

"les utilisateurs finals ou groupes d'utilisateurs finals qui ne seraient pas servis par un exploitant commercial non soumis à une obligation de fournir un service universel."

.../...

La délimitation d'une zone groupant les utilisateurs finals qui ne seraient pas servis par un tel exploitant ne peut reposer que sur une estimation du coût net des services qui leur sont rendus et ne semble donc pas pouvoir être fixée a priori par l'Institut.

Pour le surplus, compte tenu du caractère réglementaire qui s'attache à la détermination des zones géographiques, cette matière ne peut être déléguée à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

#### OBSERVATION FINALE

Le projet est dépourvu de disposition exécutoire. Il convient d'en insérer une, rédigée comme suit :

"Notre ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

-----

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering van het verzoek om spoedbehandeling is in de brief en in de aanhef in nagenoeg dezelfde bewoordingen gesteld.

In het onderhavige geval luidt die motivering, zoals ze in de aanhef van het ontwerp van besluit is gesteld, als volgt :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het met redenen omkleed advies dat de Europese Commissie op 9 maart 1999 aan België heeft gericht met betrekking tot de omzetting van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), samen met de bijlagen I en III;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit verzoekschrift C-384/99 van de Europese Commissie van 7 oktober 1999, waardoor een zaak aanhangig wordt gemaakt bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op grond van artikel 226 van het EG-verdrag, wegens de onjuiste omzetting in intern recht van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997;"

\*

\*            \*

.../...

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende opmerkingen.

#### ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals wordt aangegeven in het verslag aan de Koning strekt het ontwerp ertoe de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan te passen met het oog op de correcte omzetting van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP).

De Commissie heeft immers bij het Europees Hof van Justitie tegen het Koninkrijk België een beroep wegens niet-nakoming ingesteld omdat België artikel 5 van die richtlijn nog niet in intern recht heeft omgezet.

De Commissie verwijt België in hoofdzaak dat het voorkeurtarieven voor de pers tot de universele dienstverlening rekent, dat de wijze waarop de bijdragen voor het fonds voor de universele dienstverlening worden berekend niet doorzichtig is en dat de bij de richtlijn opgelegde berekeningswijze voor de nettokosten van de universele dienst niet volledig is omgezet.

.../...

Wat de eerste grief betreft, is de afdeling wetgeving reeds om advies verzocht over een ontwerp dat ertoe strekte de gunstige tariefvoorwaarden voor sommige persorganen te schrappen van de lijst van diensten verstrekt bij wijze van universele dienstverlening (1).

De grief dat er een gebrek is aan doorzichtigheid, slaat enerzijds op de berekeningswijze van de nettokosten van de universele dienstverlening en anderzijds op de berekeningswijze van de respectieve bijdragen.

Het ontwerp wijzigt de artikelen 1 en 4 van bijlage 2 bij de wet van 21 maart 1991. De aanpassingen ervan zijn een antwoord op de derde grief en een gedeeltelijk antwoord op de tweede grief voor zover ze betrekking hebben op de berekening van de nettokosten van de universele dienstverlening.

Het ontwerp wijzigt de wet evenwel niet wat betreft de berekening van de respectieve bijdragen van de operatoren voor het fonds voor de universele dienstverlening.

De Commissie heeft in dit verband het volgende gesteld :

---

(1) Ontwerp van koninklijk besluit tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele-dienstverlening, omtrent welk ontwerp op 25 oktober 1999 advies L. 29.608/4 is uitgebracht.

"... ni l'article 86, paragraphe 2 de la loi [du 21 mars 1991], ni l'[annexe II] ne précisent de façon suffisamment détaillée le mode de calcul de la base de contribution des opérateurs visés. En particulier, la notion de chiffre d'affaires relatif à l'exploitation d'un réseau public n'est pas explicitée, et le marché exact sur lequel cette activité est mesurée n'est pas clairement identifié ...".

In zijn antwoord op het gemotiveerd advies dat aan het verzoekschrift is voorafgegaan, had de regering kenbaar gemaakt dat ze van plan was aanvullende preciseringen aan te brengen in een besluit.

De afdeling wetgeving herinnert eraan dat voorzover de omzet van de operatoren in de betrokken markt de basis vormt van de bijdrage tot het fonds, deze krachtens het beginsel van de wettelijkheid van de belasting in de wet zelf nauwkeurig moet worden afgebakend (1).

2. Wat de berekening van de nettokosten van de universele dienstverlening betreft, verwijt de Commissie België in hoofdzaak dat het "de immateriële winsten" daarin niet heeft opgenomen en dat het niet gepreciseerd heeft dat de kosten en inkomsten die in aanmerking genomen moeten worden, geraamde kosten en inkomsten zijn, en niet de kosten en inkomsten die in het verleden gemaakt of verkregen zijn, zoals bepaald in bijlage III van richtlijn 97/33/EG.

---

(1) Arbitragehof, arrest nr. 21/97

Volgens de gemachtigde ambtenaar maken de definities die in het ontwerp worden gegeven van de begrippen "indirecte winst" en "kosten" het mogelijk om de richtlijn correct om te zetten.

Wat betreft de "kosten" zou het beter zijn nader te preciseren wat verstaan moet worden onder "de methode van de huidigekostenboekhouding".

Bovendien valt op te merken dat deze werkwijze weliswaar de mogelijkheid biedt om rekening te houden met de geraamde kosten, maar dat in het ontwerp niet, of in elk geval niet uitdrukkelijk genoeg, lijkt te worden gepreciseerd dat de inkomsten die in aanmerking moeten worden genomen voor de raming van de nettokosten van de universele dienstverlening ook geraamde inkomsten zijn.

#### BIJZONDERE OPMERKINGEN

##### Opschrift

Van richtlijn 97/33/EG moeten ook de datum en het opschrift worden vermeld. Men schrijve dus : "richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP)".

.../...

## Aanhef

### Eerste lid

Vroeger werd weliswaar naar de richtlijnen die bij een besluit werden omgezet verwezen met een lid dat begon met "Gelet op", maar dat is nu niet meer gebruikelijk. Thans dient in de vorm van een overweging of beter nog, in de vorm van een artikel in het dispositief, te worden gepreciseerd dat de ontworpen regeling die bepaalde richtlijn omzet (1). Het eerste tot het vierde lid moeten derhalve vervallen en de ontworpen tekst moet in het licht van deze opmerking en naar de keuze van de stellers van de ontworpen tekst verbeterd worden.

Bovendien behoort het opschrift van richtlijn 98/61/EG van 24 september 1998, waarbij richtlijn 97/33/EG van 30 juni 1997 wordt gewijzigd, niet te worden vermeld. De woorden "wat betreft nummerportabiliteit tussen exploitanten en carriervoorkeuze" moeten dus vervallen.

### Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds in vroegere adviezen heeft opgemerkt, moet worden verwezen naar de artikelen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheids-

---

(1) Zie in dat verband punt 8.4. van de circulaire over de wetgevingstechniek, die terug te vinden is op de site van de Raad van State. Adres : <http://raad.vst-consetat.fgov.be>.

bedrijven die bij het ontwerp worden gewijzigd (1). Behalve naar artikel 122, moet dus ook naar de artikelen 1 en 4 van bijlage 2 worden verwezen. Voorts moet de oorsprong van die bepalingen worden vermeld.

Wat artikel 122 van de voornoemde wet van 21 maart 1991 betreft waarnaar in dit lid wordt verwezen, behoort de wijziging die bij de wet van 6 augustus 1993 in dat artikel is aangebracht, niet te worden vermeld aangezien ze niet meer geldt (2).

### Dispositief

#### Artikel 1

De inleidende zin is niet juist. Artikel 1 van bijlage 2 bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is,

- 
- (1) Zie inzonderheid advies L. 29.608/4, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 25 oktober 1999 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening".
- (2) De afdeling wetgeving van de Raad van State had dat reeds opgemerkt in haar advies L. 29.573/4 van 4 oktober 1999 over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven".

.../...

net als de hele bijlage 2 trouwens, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997. Dat artikel heeft geen andere wijzigingen ondergaan.

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Artikel 1. Artikel 1 van bijlage 2 bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997, wordt aangevuld met een onderdeel 12° en een onderdeel 13°, luidende :".

### Artikel 3

De laatste zin van paragraaf 2, derde lid, is onduidelijk en geeft de bedoeling van de steller van het ontwerp, zoals die in het verslag aan de Koning tot uiting komt, in elk geval niet goed weer.

Volgens dat verslag laat het zich immers aanzien dat het de bedoeling is dat geen rekening wordt gehouden met de uitgaande oproepen naar een abonnee in een niet-rendabel gebied en met de oproepen die hoe dan ook zouden zijn gedaan, zelfs als de oproeper niet over een aansluiting thuis beschikte. In de tekst van het ontwerp staat evenwel volstrekt het omgekeerde.

Deze opmerking geldt ook voor de ontworpen paragraaf 3, derde lid.

.../...

Het vierde lid van diezelfde paragraaf 2 is al even onduidelijk. Moet het aldus worden verstaan dat het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie vooraf zal bepalen binnen welke gebieden de rendabiliteit in haar geheel moet worden beoordeeld ?

Als zulks de bedoeling is, lijkt de bepaling in strijd met bijlage III bij richtlijn 97/33. Volgens die richtlijn wordt voor de berekening van de nettokosten van de universele dienstverlening immers rekening gehouden met :

"die eindgebruikers of groepen van eindgebruikers die niet zouden worden bediend door een commerciële exploitant die niet aan een verplichting tot universele dienstverstrekking is onderworpen".

De afbakening van een gebied waarin de eindgebruikers niet door zulk een exploitant zouden worden bediend, kan alleen steunen op een raming van de nettokosten van de diensten die aan hen worden verstrekt en lijkt dus niet vooraf door het Instituut te kunnen worden bepaald.

Voor het overige kan de bevoegdheid voor het afbakenen van de geografische gebieden, gelet op het verordenende karakter ervan, niet aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie worden gedelegeerd.

#### SLOTOPMERKING

Het ontwerp bevat geen uitvoeringsbepaling. Er moet zulk een bepaling worden ingevoegd, luidende :

.../...

"Onze minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit".

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs  
de Heren

P. HANSE,  
  
P. LIENARDY,  
P. QUERTAINMONT,

conseiller d'Etat, président,  
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Madame  
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. L. DETROUX, auditeur. La note  
du Bureau de coordination a  
été rédigée et exposée par  
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht  
door de H. L. DETROUX, auditeur.  
De nota van het Coördinatie-  
bureau werd opgesteld en toege-  
licht door de H. C. AMELYNCK,  
referendaris.

La concordance entre la version  
française et la version néerlandai-  
se a été vérifiée sous le contrôle  
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

P. HANSE